



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

OGEC Sacré Cœur - Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024
OGEC Sacré Cœur - Association
29 Cours Arts et Métiers - 13100 Aix-en-Provence

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

OGEC Sacré Cœur - Association

29 Cours Arts et Métiers - 13100 Aix-en-Provence

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2024

À l'assemblée générale de l'OGEC Sacré Cœur - Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OGEC Sacré Cœur - Association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 4 février 2025

KPMG SA

Joëlle BOUCHARD

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Nomenclature 2023 & PCG

Nomenclature 2020 & PCG

ACTIF		EXERCICE N			EXERCICE N-1
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS (à déduire)	NET	NET
A C T I F I M M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :				
	- Frais d'établissement	-	-	-	-
	- Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
	- Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
	- Concessions, brevets, licences,	26 442	26 442	0	371
	- Fonds commercial	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations Incorporelles	-	-	-	-
	- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
	- Avances et acomptes sur Immobilisations Incorporel	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 442	26 442	0	371
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES :				
	- Terrains	522 107	379 134	142 973	160 905
	- Constructions	10 135 551	4 169 655	5 965 897	6 474 299
	- Installations techniques, matériel et ou	5 696 823	5 009 703	687 120	732 606
	- Autres Immobilisation Corporelles	2 325 477	1 821 503	503 975	562 952
	- Immobilisations corporelles en cours	60 866	-	60 866	69 324
	- Avances et acomptes sur Immobilisations corporelle	-	-	-	3 300
	- Biens reçus par legs ou donations destin	-	-	-	-
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 740 824	11 379 995	7 360 830	8 003 387
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES :				
	- Participations et créances rattachées	-	-	-	-
	- Autres titres immobilisés	2 457 427	-	2 457 427	2 418 293
	- Prêts	-	-	-	-
	- Autres Immobilisations financières	867	-	867	1 587
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 458 294	-	2 458 294	2 419 880
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	21 225 561	11 406 437	9 819 124	10 423 637
A C T I F C I R C U L A N T	STOCKS ET EN-COURS	-	-	-	-
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	3 437	-	3 437	58 069
	CREANCES :	-	-	-	-
	- Créances clients, usagers et comptes	42 874	8 647	34 227	53 799
	- Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
	- Autres	57 604	-	57 604	185 029
	TOTAL CREANCES	100 479	8 647	91 831	238 827
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 500 000	-	1 500 000	509 464
	INSTRUMENTS DE TRESORERIE	-	-	-	-
	DISPONIBILITES	2 662 989	-	2 662 989	4 066 819
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	134 048	-	134 048	186 372
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	4 400 953	8 647	4 392 306	5 059 551
	FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (III)	-	-	-	-
	PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)	-	-	-	-
	ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)	-	-	-	-
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	25 626 514	11 415 084	14 211 430	15 483 188

BILAN PASSIF

		Nomenclature 2023 & PCG	Nomenclature 2020 & PCG
PASSIF		EXERCICE N (selon ANC 2018-06)	EXERCICE N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE - Fonds propres statutaires - Fonds propres complémentaires TOTAL FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE - Fonds propres statutaires - Fonds propres complémentaires TOTAL FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE ECARTS DE REEVALUTION RESERVES - Réserves statutaires ou contractuelles - Réserves pour projet de l'entité - Autres réserves TOTAL RESERVES REPORT A NOUVEAU RESULTAT DE L'EXERCICE SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL) Fonds propres consommables Subventions d'investissement Provisions réglementées TOTAL FONDS PROPRES (I) FONDS REPORTES E DEDIES - Fonds reportés liés aux legs ou donations - Fonds dédiés TOTAL FONS REPORTES ET DEDIES (II) PROVISIONS - Provisions pour risques - Provisions pour charges TOTAL PROVISIONS (III) DETTES - Emprunts obligataires et assimilés (titres associa - Emprunts et dettes auprès des établissements de cr - Emprunts et dettes financières diverses - Avances et acomptes reçus - Dettes fournisseurs et comptes rattachés - Dettes des legs ou donations - Dettes fiscales et sociales - Dettes sur immobilisations et comptes rattachés - Autres dettes - Instruments de trésorerie - Produits constatés d'avance TOTAL DETTES (IV) ECART DE CONVERSION PASSIF (V) TOTAL DU PASSIF (I + II + III + IV+V)			
		-	-
		175 282	175 282
		175 282	175 282
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		1 520 916	1 520 916
		-	-
		1 520 916	1 520 916
		6 200 401	6 487 339
		206 569	286 939
		7 690 030	7 896 599
		-	-
		545 470	639 223
		-	-
		8 235 500	8 535 822
		-	-
		-	-
		-	-
		-	-
		-	6 000
		164 178	185 064
		164 178	191 064
		-	-
		4 557 523	4 873 362
		-	-
		576 918	585 730
		255 841	459 538
		-	-
		232 535	327 611
		124 728	333 469
		26 308	53 613
		-	-
		37 899	122 979
		5 811 752	6 756 302
		-	-
		14 211 430	15 483 188

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	0	0
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	14 208	26 502
dont ventes de dons en nature	0	0
Ventes de prestations de service	3 718 649	3 630 742
dont parrainages	0	0
Production stockée	0	0
Production immobilisée et autoconsommée	0	0
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 892 970	2 753 724
Vers Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	0	0
Ress Ressources liées à la générosité du public	0	1 300
Dons manuels	0	0
Mécénats	0	0
Legs, donations et assurances-vie	0	1 300
Contributions financières	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations, provis	44 573	31 238
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	39 735	27 876
TOTAL I	6 710 135	6 471 382
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	25 530	26 340
Variation de stock	14 741	24 100
Autres achats et charges externes	3 505 811	3 409 405
Aides financières	9 810	8 190
Impôts, taxes et versements assimilés	192 158	191 637
Salaires et traitements	1 724 188	1 657 121
Charges sociales	721 335	676 727
Dotations aux amortissements des immobilisations	982 523	878 487
Dotations aux provisions	8 890	60 263
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	14 282	12 874
TOTAL II	7 199 266	6 945 143
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-489 131	-473 761
PRODUITS FINANCIERS		
De participations	0	0
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif	0	0
Autres intérêts et produits assimilés	73 714	44 468
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	0	0
Différences positives de change	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières d	0	0
TOTAL III	73 714	44 468
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	0	0
Intérêts et charges assimilées	35 397	29 541
Différences négatives de change	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières	0	0
TOTAL IV	35 397	29 541
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	38 317	14 927

3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	-450 814	-458 834
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	131 926	44 523
Sur opérations en capital	127 853	143 102
Reprises sur provisions, dépréciations et transfer	6 000	85 400
TOTAL V	265 780	273 025
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	12 223	96 130
Sur opérations en capital	674	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et	0	0
TOTAL VI	12 897	96 130
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	252 882	176 896
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 637	5 000
Total des produits (I + III + V)	7 049 629	6 788 875
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	7 256 198	7 075 813

5 - EXCEDENT OU DEFICIT	-206 569	-286 939
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	0	0
Prestations en nature	97 400	97 400
Bénévolat	0	0
TOTAL	97 400	97 400
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	0	0
Mises à disposition gratuite de biens	97 400	97 400
Prestations en nature	0	0
Personnel bénévole	0	0
TOTAL	97 400	97 400

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2023/2024

SOMMAIRE

A) FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- 1) EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE
- 2) REGLES ET METHODES COMPTABLES
Note 1 : Changement de méthode
- 3) OBJET SOCIAL, ACTIVITES ET MOYENS MIS EN ŒUVRES

B) INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

- 1) BILAN ACTIF
Note 2 : Immobilisations incorporelles - Amortissement pour dépréciation
Note 3 : Immobilisations corporelles - Amortissement pour dépréciation
Note 4 : Tableau des mouvements des immobilisations
Note 5 : Tableau des mouvements des amortissements
Note 6 : Créances
Note 7 : Valeurs mobilières de placement et titres de participations
- 2) BILAN PASSIF
Note 8 : Tableau de variation des fonds propres
Note 9 : Tableau de suivi des subventions d'investissements
Note 10 : Provisions pour risques et charges
Note 11 : Engagement pris en matière de retraite
Note 12 : Report à nouveau avant répartition du résultat
Note 13 : Tableau de répartition de résultat de l'exercice
Note 14 : Etat des dettes
Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

C) INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- Note 16 : Tableau de détail des concours publics et subventions
Note 17 : Tableau d'évolution de la population scolaire
Note 18 : Tableau d'évolution des tarifs annuels
Note 19 : Tableau d'évolution des effectifs du personnel
Note 20 : Contributions volontaires en nature - Evaluation
Note 21 : Détail du résultat exceptionnel
Note 22 : Détail des transferts de charges

D) AUTRES INFORMATIONS

A - FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

1) EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

- Nombre d'élèves 2 306, soit + 46 élèves par rapport à N-1. Le nombre des élèves du Lycée est en forte augmentation (+37 élèves). Les effectifs du Collège et de l'Ecole sont stables.
- Progression des tarifs de la contribution des familles comprises entre 0 % et 1 % (+3.50 % pour les BTS).
- Le résultat exceptionnel (253 K€) sur l'exercice 2023/2024. Cette augmentation s'explique principalement par le paiement de la somme de 78 k€ à la société AIXIA en 2022/2023, suite à la signature du protocole d'accord.
- Evènements post-clôture :
Fermeture d'une classe (1^{ère} année DCG)
Réflexions sur la rénovation du lycée avec l'Association Bellegarde

2) PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.
- Les comptes annuels de votre association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables des règlements ANC 2018-06.

Note 1 : Changement de Méthode

➤ Changement de méthode d'estimation

Pas de changement survenu au cours de l'exercice.

➤ Changement de méthode de présentation

Pas de changement survenu au cours de l'exercice.

3) OBJET SOCIAL, ACTIVITES ET MOYENS MIS EN OEUVRE

L'OGEC du Sacré-Cœur a pour objet, dans le respect du droit français d'une part, du Statut de l'Enseignement catholique en France, des décisions du Comité national de l'Enseignement catholique, des accords conclus en son sein d'autre part, d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente.

Conformément à l'article 134 du statut de l'Enseignement catholique, l'organisme de gestion a la responsabilité de la gestion économique, financière et sociale d'un ou plusieurs établissement(s) ; il l'exerce conformément aux projets de l'école, aux orientations de l'autorité de tutelle et aux textes internes à l'Enseignement catholique. Il contribue à assurer la mise en œuvre matérielle du projet éducatif.

L'OGEC peut se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal.

Les activités pédagogiques de l'OGEC du Sacré-Cœur sont les suivantes :

- L'enseignement primaire avec une école maternelle et élémentaire regroupant 10 classes.
- L'enseignement secondaire avec un lycée général de 26 classes, un lycée technologique de 4 classes et un collège général regroupant 32 classes.
- Enseignement supérieur avec 2 classes de BTS et 2 classes de DCG.

L'effectif est de 2 306 élèves.

Les activités annexes comprennent :

- la restauration scolaire avec un effectif en 2023/2024 de 1 285 élèves demi-pensionnaires.

Les moyens mis en œuvre de l'OGEC du Sacré Cœur sont les suivants :

- Personnel enseignant mis à disposition par l'Etat : 144
- Personnel salarié : 50.77 en ETP

Locaux scolaires aux :

- 29, Rue Manuel, surface globale de 6 090 m², en location auprès de l'Association Propriétaire du Lycée Sacré Cœur.
- 29, Cours des Arts et Métiers, surface globale de 9 438 m², en location auprès de l'Association Propriétaire du Collège Sacré Cœur.
- 71, Avenue des Ecoles Militaires, surface de 2 240 m², en location auprès de l'Association Propriétaire de l'école du Sacré-Cœur.

B - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1) BILAN ACTIF

Note 2 : Immobilisations incorporelles - Amortissements pour dépréciation

Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-Bail
Logiciels Administratifs	0	
Logiciels Pédagogiques	0	

Note 3 : Immobilisations corporelles - Amortissements pour dépréciation

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions sur sol d'autrui	Linéaire	8 - 25 ans
Installations techniques matériel et outillage	Linéaire	3 - 10 ans
Autres immobilisations corporelles	Linéaire	3 - 20 ans

Note 4 : Tableau des mouvements des immobilisations

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS							
IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06	Augmentations (acquisitions et apports)	Diminutions (cessions et mises au rebut)	Virements de poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la clôture de l'exercice	Valeur d'origine des immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	26 442				26 442	
	Autres immobilisations incorporelles						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
	TOTAL I	26 442	-	-	-	26 442	
CORPORELLES	Terrains (y compris agencements et aménagements de terrains)	522 107				522 107	
	Constructions						
	Sur sol propre					-	
	Sur sol d'autrui	10 041 929	95 834		- 2 212	10 135 551	
	Installations, mobilier et matériel d'activité	5 479 348	147 336		70 139	5 696 823	
	Autres immobilisations corporelles	1 255 892	16 374		3 300	1 275 566	
	Matériel de transport	12 000				12 000	
	Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 021 026	16 383	894	1 397	1 037 911	
	Immobilisations corporelles en cours	69 324	60 866		- 69 324	60 866	
	Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	3 300			- 3 300	-	
	TOTAL II	18 404 926	336 792	894	-	18 740 824	-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	2 418 293	39 135			2 457 427	
	Prêts et autres immobilisations financières	1 587		720		867	
	TOTAL III	2 419 880	39 135	720	-	2 458 294	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	20 851 248	375 927	1 614	-	21 225 561	

Note 5 : Tableau des mouvements des amortissements

TABLEAU DES MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS								
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements à l'ouverture de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises)	Virements de poste à poste	Montant des amortissements à la clôture de l'exercice	Amortissements supplémentaires sur immobilisations réévaluées
INCORPORELLES	Frais d'établissement		26 071	371			26 442	
	Frais de recherche et de développement						-	
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						-	
	Autres immobilisations incorporelles						-	
	TOTAL I		26 071	371	-	-	26 442	
CORPORELLES	Agencements et aménagements de terrains		361 202	17 932			379 134	
	Constructions	Sur sol propre					-	
		Sur sol d'autrui	3 567 630	602 024			4 169 655	
	Installations, mobilier et matériel d'activité		4 746 741	262 962			5 009 703	
	Installations générales, agencements, aménagements		867 003	50 020			917 023	
	Autres immobilisations corporelles	Matériel de transport	4 545	3 000			7 545	
		Mobilier, matériel de bureau et informatique	854 417	42 517			896 934	
		Mobilier					-	
	TOTAL II		10 401 539	978 456	-	-	11 379 995	
	TOTAL GENERAL (I + II)		10 427 610	978 826	-	-	11 406 437	

Note 6 : Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Créances	Montant net	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	2 458 294		2 458 294
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres créances immobilisées			
Créances clients et comptes rattachés	34 227	34 227	
Autres créances	57 604	57 604	
Charges constatées d'avance	134 048	115 306	18 742
TOTAL	2 684 173	207 137	2 477 036
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Note 7 : Valeurs mobilières de placement et titres de participations

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées selon la méthode FIFO.
Une provision est constituée lorsque la valeur du placement est inférieure à la valeur comptable.

Le portefeuille de valeurs mobilières de placement se compose de :

Titres	Valeur d'acquisition	Cours à la clôture
Parts sociales Crédit Coopératif	319 594	319 594
Souscription capital Crédit Coopératif	8 113	8 113
Parts Sociales Caisse d'Epargne	1 129 720	1 129 720
Gestion Libre Flexi Sérénité C. d'Epargne	1 000 000	1 086 360
Comptes à termes sur 5 ans (5 ans)	1 500 000	1 500 000
TOTAL	3 957 427	4 043 787

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

2) BILAN PASSIF

Note 8 : Tableau de variation des fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	Montant à l'ouverture de l'exercice avec règlement ANC 2018-06	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	175 282				175 282
Fonds propres avec droit de reprise					-
Réserves	1 520 916				1 520 916
Report à nouveau	6 487 339	286 939			6 200 401
Excédent ou déficit de l'exercice	286 939	286 939	241 009	447 578	206 569
Situation nette (sous-total)	7 896 599	0	241 009	447 578	7 690 030
Subventions d'investissement					
Subventions d'équipement Etat					-
Subventions d'équipement Région	304 592			50 978	253 614
Subventions d'équipement Département	280 813			38 402	242 411
Autres subventions d'investissement APEL	22 493		6 964	6 817	22 640
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	31 326		26 242	30 763	26 805
Provisions réglementées					
Total des subventions d'investissement	639 223	-	33 206	126 959	545 470
TOTAL DES FONDS PROPRES	8 535 822	0	274 215	574 537	8 235 501

Note 9 : Tableau de suivi des subventions d'investissements

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

1 - TABLEAU DE VARIATION DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentations (777xxxx)	Diminutions (777xxxx)	Montant global
Montant nominal :				
Subventions affectées à des biens renouvelables				
Etat				-
Région	723 069		25 500	697 569
Département	421 356		74 500	346 856
Commune				-
Autres	46 746	6 964	7 800	45 911
TOTAL	1 191 171	6 964	107 800	1 090 336
Quotes-parts virées au résultat :				
Subventions affectées à des biens renouvelables				
Etat				-
Région	418 477	50 978	25 500	443 955
Département	140 543	38 402	74 500	104 445
Commune				-
Autres	24 253	6 817	7 800	23 270
TOTAL	583 274	96 196	107 800	571 670

2 - TABLEAU DE VARIATION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE

TAXE D'APPRENTISSAGE	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant global	Augmentations (777xxxx)	Diminutions (777xxxx)	Montant global
Montant nominal :	417 197	26 242	22 722	420 717
Quote-part virée au résultat :	385 871	30 763	22 722	393 912
TOTAL	31 326	- 4 521	-	26 805

Note 10 : Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées lorsqu'un risque est avéré et l'estimation est réalisée à partir des éléments connus lors de l'arrêté des comptes.

Situations et mouvements Rubriques	Provisions début exercice	Augmentation	Diminution	Provisions fin exercice
Provisions pour risques	6 000		6 000	0
Provisions pour IDR	169 094	8 386	27 898	149 582
Autres provisions pour risques	0			0
Provisions pour impôts	15 971	504	1 879	14 596

Note 11 : Engagements pris en matière de retraite

La convention collective appliquée dans l'établissement prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'établissement.

Conformément aux recommandations de l'avis du CNR 2003-R-01 du 1^{er} Avril 2003 sur l'évaluation de la provision départ à la retraite, le calcul de la provision concerne l'intégralité du personnel et a fait l'objet d'une actualisation.

L'âge de départ à la retraite est retenu à 65 ans.

C'est ainsi que le calcul des droits acquis linéairement par les salariés à la date de clôture après application des charges sociales, a été pondéré de :

- la probabilité de présence des salariés dans l'établissement lorsqu'ils auront atteint l'âge de départ à la retraite
- du turn-over de l'effectif (entre 16 et 44 ans = 1% et entre 44 et 65 ans = 0 %)
- de la progression future des salaires (1 %)
- du taux d'actualisation (3.7 %)

Ce montant est comptabilisé en provision pour risques et charges à hauteur de 149 582 euros.

Note 12 : Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Report à nouveau Gestion Scolaire	5 055 873	12 384		5 068 257
Report à nouveau Gestion Scolaire IDR	399 533			399 533
Reclassement provisions grosses réparations à caractère de réserve (1)	259 926			259 926
Report à nouveau Gestion Propre	772 008		299 322	472 686
TOTAUX	6 487 339	12 384	299 322	6 200 402

(1) Ce reclassement a été effectué en application de la nouvelle réglementation sur les passifs ; reclassement en attente d'affectation par l'Assemblée Générale.

Note 13 : Tableau de répartition du Résultat de l'exercice

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
- dont part du résultat sur gestion propre - dont part du résultat sur gestion scolaire	447 578	241 009
TOTAL	206 569	

Note 14 : Etat des dettes

Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1)	4 557 523	322 680	1 304 164	2 930 679
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	255 841	255 841		
Dettes fiscales et sociales	232 535	232 535		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	124 728	124 728		
Autres dettes	26 308	26 308		
Produits constatés d'avance	37 899	37 899		
Avances familles	576 918	576 918		
TOTAL	5 811 752	1 576 909	1 304 164	2 930 679
(1) Déblocage partiel emprunt Caisse d'Epargne				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Note 15 : Fournisseurs et comptes rattachés

Libellé	Montant début exercice	Montant fin exercice
- Fournisseurs	159 709	180 233
- Fournisseurs factures non parvenues	299 829	75 609

C- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Note 16 : Tableau de détail des concours publics et subventions

TABLEAU DE DETAIL DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS		
Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1 (retraité)
Aides à l'emploi		
Aides au développement des compétences		
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles		
Financement des formations par apprentissage	72 758	94 492
Forfaits d'externat		
<i>dont forfait Etat</i>	996 261	957 727
<i>dont forfait Région</i>	678 842	621 438
<i>dont forfait Département</i>	771 381	710 109
<i>dont forfait Communes et groupements de communes</i>	203 843	191 685
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		
Sous-total concours publics	2 723 085	2 575 452
Subventions État	10 114	8 979
Subventions Région	1 323	1 114
Subventions Département	31 555	31 822
Subventions Communes et groupements de communes	3 806	4 095
Autres subventions d'exploitation		
<i>dont quote-part taxe apprentissage affectée au fonctionnement</i>	7 195	6 002
<i>dont autres subventions (APEL et ERASMUS)</i>	115 893	126 261
Report de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	169 886	178 273
Total concours publics et subventions d'exploitation	2 892 970	2 753 724

Note 17 : Tableau d'évolution de la population scolaire

Contrat d'Association	Nombre d'élèves 2022/2023	Nombre d'élèves 2023/2024	Nombre de classes 2022/2023	Nombre de classes 2023/2024
Préscolaire	83	881	3	3
Ecole	201	203	7	7
Collège	1000	1009	32	32
Lycée Général	826	864	25	26
Lycée Technique	112	104	4	4
BTS	25	28	2	2
DCG	13	17	2	2
TOTAL	2260	2306	75	76
Externes	981	1021		
Demi-pensionnaires	1279	1285		

Note 18 : Tableau d'évolution des tarifs annuels

Participation des familles à la scolarité	2021/2022	2022/2023	2023/2024
Préscolaire	905 €	915 €	915 €
Primaire	905 €	915 €	915 €
Collège	999 €	1 010 €	1 020 €
Collège - Classe internationale			1 120 €
Lycée	1 025 €	1 040 €	1 050 €
Lycée - Classe internationale			1 150 €
BTS	1 430 €	1 450 €	1 500 €
Participation des familles à la restauration	2021/2022	2022/2023	2023/2024
Primaire	975 €	975 €	980 €
Collège	980 €	980 €	990 €
Lycée	750 €	750 €	780 €

Note 19 : Tableau d'évolution des effectifs du personnel

Personnel OGEC	2022/2023	2023/2024
Direction	4	4
Encadrement	14	12
Administration	7	9
Entretien / Service	10	7
Surveillant / Animation	29	32
Apprenti (Contrat Pro)	0	0
Informatique	4	4
TOTAL	68	68
Personnel enseignants	148	144
TOTAL	216	216

Note 20 : Contributions volontaires en nature - Evaluation

Les contributions volontaires en nature sont peu nombreuses car la pastorale a été professionnalisée.

Dans le souci d'une valorisation économique du coût de revient d'un élève, un loyer complémentaire est estimé à **97 400 €**, ce qui correspond à l'écart entre le « loyer normal » **846 330 €** et le loyer effectivement réglé : **748 930 €**.

Ce montant figure en bas du compte de résultat.

Note 21 : Détail du résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel se compose de :

- Des quotes-parts de subvention virée au compte de résultat	+ 127 853 €
- Produits sur exercices antérieurs	+ 27 362 €
- Autres produits exceptionnels	+ 15 859 €
- Rappels de concours publics - Forfaits d'Externat	+ 7 827 €
- Reprise sur provisions pour litiges	+ 6 000 €
- Produits exceptionnels - Subvention d'équilibre	+ 80 879 €
- Charges sur exercices antérieurs	- 7 341 €
- Autres charges exceptionnelles	- 4 882 €
- Valeur comptable des éléments d'actif cédés	- 674 €

Note 22 : Détail des transferts de charges

Ce poste se compose de :

- De remboursements de consommations de fluides	- €
- Divers	+ 14 435 €

D - AUTRES INFORMATIONS

- 1) En application de l'Article 20 de la loi N°2006-586501 du 23/05/06 le montant des rémunérations des trois hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'élèvent à :

- rémunérations :	101 341 €
- dont avantages en nature :	101 €

- 2) Garanties accordées à l'OGEC :

Caution solidaire du Conseil Départemental, au profit de la Caisse d'Epargne, à hauteur de 460 309 € dans le cadre du nouvel emprunt.